

L'ATTENTAT CONTRE LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU VENEZUELA La CIA derrière l'assassinat de Danilo Anderson ?



Le procureur général du Venezuela, Danilo Anderson, a été assassiné le 19 novembre 2004 à Caracas. Il instruisait le coup d'État manqué d'avril 2002 et venait de mettre à jour les responsabilités des États-Unis, de l'Espagne et de plusieurs États étrangers. Quelles que soient les personnes qui l'ont éliminées, il est peu probable qu'elles aient agi sans l'aval, sinon les ordres, de la CIA. Pour l'opinion publique latino-américaine, ce crime marque le retour aux assassinats politiques que la CIA avait abandonnés depuis la présidence Carter. Marcello Larrea lui rend hommage.

page 2

Quelle date pour les élections en Irak ?

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

Daniel Pipes et Walid Phares s'accordent sur le fait que l'Irak n'a pas besoin de démocratie mais de stabilité. Il n'est donc pas nécessaire d'organiser les élections en janvier. Raad Alkadiri dénonce pour sa part un débat biaisé par une image communautariste des Irakiens qui va mener non pas à une démocratie mais à une oligarchie élective. Si la coalition veut éviter cela (mais le veut-elle ?) elle doit repousser les élections.

page 6

REPÈRE : 1ER DÉCEMBRE 1945

La France libre massacre les tirailleurs sénégalais à Thiaroye

En novembre 1945, des tirailleurs africains démobilisés, certains libérés des camps de prisonniers allemands, débarquent à Dakar et sont rassemblés au camp de Thiaroye à quelques kilomètres de la capitale. Mais ils attendent de recevoir les arriérés de leur solde et de pouvoir échanger les Mark allemands touchés pendant la captivité. En France, malgré leurs réclamations, on le leur avait refusé sous divers prétextes, et on leur avait promis que tout se ferait au Sénégal. Ne voyant rien venir, les tirailleurs manifestent dans le camp et obligent un gradé à signer une déclaration promettant de leur payer leur solde. Le général est relâché et l'agitation se calme. La nuit suivante, le 1er décembre 1944, l'armée française bombarde et mitraille le camp faisant plus de cent morts parmi les anciens soldats. Les survivants et blessés sont jetés en prison, certains seront jugés et emprisonnés pour sédition. En France personne - mis à part Sedar Senghor et Lamine Gueye ne dénoncera ce massacre des « compagnons de la Libération ». ■



LE PARLEMENT EUROPÉEN SUBVENTIONNE L'ÉGLISE CATHOLIQUE

La Commission des budgets du Parlement européen, présidée par le démocrate-chrétien polonais Janusz Lewandowski, a adopté, en première lecture, un amendement allouant une subvention de 1 500 000 € à l'Église catholique pour les Journées mondiales de la jeunesse (JMJ) de Cologne, en 2005.

En 1997, le Réseau Voltaire avait mené campagne contre le subventionnement par la France des JMJ de Paris et la réquisition d'écoles par les services du Premier ministre pour loger les pèlerins. L'Église catholique avait alors communiqué dans les médias en faisant accroire que nous nous opposions au financement du déplacement officiel du souverain de l'État de la Cité du Vatican, alors que le litige portait sur les fonds alloués à l'organisation de manifestations culturelles. En définitive, l'Église catholique avait effectivement bénéficié de fonds publics détournés, mais dans des proportions bien moins importantes qu'elle ne l'espérait. Ces journées avaient rassemblé plus d'un million de personnes selon les organisateurs. En réalité, seulement 300 000 selon les rapports confidentiels de la commission préfectorale de sécurité en notre possession. ■

L'attentat contre le procureur général du Venezuela

La CIA derrière l'assassinat de Danilo Anderson ?

Le procureur général du Venezuela, Danilo Anderson, a été assassiné le 19 novembre 2004 à Caracas. Il instruisait le coup d'État manqué d'avril 2002 et venait de mettre à jour les responsabilités des États-Unis, de l'Espagne et de plusieurs États étrangers. Quelles que soient les personnes qui l'ont éliminées, il est peu probable qu'elles aient agi sans l'aval, sinon les ordres, de la CIA. Pour l'opinion publique latino-américaine, ce crime marque le retour aux assassinats politiques que la CIA avait abandonnés depuis la présidence Carter. Marcello Larrea lui rend hommage.



Danilo Anderson

Dans une rue de Caracas, ça aurait pu être n'importe laquelle, une automobile a subitement explosé et a rapidement pris feu. Le véhicule a littéralement été dévoré par les flammes. La scène, digne de l'esthétique de la violence hollywoodienne, ne se déroulait pas dans un studio de la Warner, spécialisée dans la fiction cinématographique. C'était la réalité. L'horreur a envahi l'avenue. La commotion était générale. La stupeur touchait et blessait le Venezuela dans son ensemble. Une tragédie. À l'intérieur de cette voiture calcinée, est mort Danilo Anderson [1]. Il s'agissait du procureur en charge des poursuites

relatives au coup d'État qui, en avril le 2002, a temporairement renversé le président Chávez et pris d'assaut l'Ambassade de Cuba dans le plus pur style d'une « fête » terroriste.



Carcasse carbonisée de la voirure de Danilo Anderson

À la différence du Tribunal Suprême de Justice qui a conclu à l'absence de coup d'État ce 11 avril -comme si ses sentences pouvaient se substituer à la réalité d'événements qui sont connus du public, et qui appartiennent non seulement à la vie du Venezuela, mais également à l'Histoire contemporaine-, ce jeune procureur, ne faisait que son travail, afin d'établir devant la loi les faits et les responsabilités de leurs auteurs. Il n'a jamais imaginé que son travail de magistrat pouvait lui coûter la vie. Ses actions étaient guidées par l'éthique, la transparence, et le refus d'altérer ou de manipuler la vérité dans le but de nuire. C'est pourquoi il n'éprouvait aucune crainte pour sa sécurité personnelle. Bien qu'a la faveur de la progression de l'enquête, il en connaissait chaque jour un peu plus sur la nature terroriste des méthodes des instigateurs et de ceux qui ont exécuté le coup. D'ailleurs, le film *Puente Llaguno, Claves de una masacre* de Angel Palacios révèle incontestablement, et sans détours à l'aide de témoignages directs, la psychologie criminelle sophistiquée et perverse des auteurs. Danilo est mort sans prendre aucune mesure préventive. Mais aussi et surtout en courageux, sans craindre ses bourreaux. Pour ses assassins, sa confiance et son manque de protection ont été leur meilleure arme. Pendant qu'il assistait à des cours dans la cadre de sa formation professionnelle, ont-ils piégé l'essence ? Ont-ils placé une bombe de grande puissance dans sa voiture ? À l'heure où j'écris cet article, les investigations n'ont pas répondu à cette question. Il a démarré le véhicule comme tous les jours, sans pressentir que peu de temps après il prendrait feu.

Quel est le mobile du crime ?

Les commanditaires de ce crime ont défié la justice et prétendront qu'il s'agit-là d'une leçon sanglante que les juges et procureurs se doivent d'apprendre. Le message qu'ils prétendent délivrer est clair. Qui cherche à établir les responsabilités du coup d'État de 2002 [2] et la prise d'assaut de l'Ambassade cubaine met sa vie en danger, ainsi que ceux qui veulent que justice soit rendue. Ces tentatives d'intimidation révèlent le vrai visage des commanditaires. Après l'échec réitéré des diverses tentatives d'anéantissement de la révolution bolivarienne, qu'il s'agisse du coup d'État d'avril 2002, du sabotage pétrolier,

des tentatives criminelles d'Altamira, dans l'agitation violente, de la conspiration de paramilitaires colombiens ayant pour projet d'assassiner le Président Chávez [3], du referendum révocatoire et des élections régionales, les auteurs de ce crime ont systématiquement travaillé sur tous les volets de cette offensive, ont dévoilé leur peur, leur crainte, leur panique. Peur de quoi ? De la justice. C'est dans ce contexte de victoires successives du chavisme, que ses adversaires et en particulier les cerveaux multimillionnaires de cette entreprise criminelle à l'origine de toutes ces aventures, se considèrent eux-mêmes plus vulnérables. L'attentat contre Danilo Anderson, n'est pas une preuve de leur force, mais plutôt de leur faiblesse dangereuse.



Le président Hugo Chavez lors des obsèques de Danilo Anderson

À qui profite le crime ?

Les commanditaires pensent bien évidemment en tirer profit, que les procureurs, juges et avocats, vont trembler de peur ; que la justice vénézuélienne soumise à ce chantage, vacillera devant ses ordres ; que les auteurs et complices du coup d'État de 2002 et de l'assaut de l'ambassade de Cuba, et de la longue liste de crimes commis contre la détermination du Venezuela d'exercer sa souveraineté, pourront jouir de l'impunité.

Ils veulent masquer le fait que cette impunité implique que les crimes se répéteront, dans de successifs bains de sang, menaçant ainsi la société dans son ensemble. Mais ils ignorent qu'il y a une réponse claire à leur volonté d'inspirer la crainte. À savoir une enquête rigoureuse, l'identification de ses auteurs matériels et intellectuels, de ses complices et protecteurs et l'application inexorable de la Justice. Ils négligent aussi le fait que le peuple vénézuélien ne pardonnera jamais les assassins de Danilo.

Qui a conçu et exécuté le crime ?

Les pistes laissées par les auteurs sont très précises. Ils ont soigneusement et délibérément choisi la victime. Ils l'ont choisie pour que leurs demandes d'impunité, relatives au coup d'État et à l'assaut de l'ambassade de Cuba, aient le plus grand écho possible, pour que personne ne puisse les ignorer. Ils ont patiemment suivi Danilo pour connaître ses habitudes, ses coutumes, ses routines, son dispositif de sécurité, ses horaires. Ils ont choisi l'arme du crime. La mise en œuvre a été montée en laboratoire, pour avoir une garantie de résultat.

Ils ont attendu le moment opportun, pour assassiner Danilo Anderson, en frappant ainsi simultanément le président Chávez. Ce n'est pas par hasard que l'attentat aie eu lieu la veille du Sommet des présidents latino-américains, et de sa tournée en Espagne, Iran et Russie, c'est pour empêcher qu'il se présente en gagnant absolu du referendum et des élections régionales. Ce n'est pas non plus par hasard, que l'attentat aie eu lieu peu après que le général García Carneiro, ministre de la Défense, eut exposé la nouvelle politique de défense souveraine

du Venezuela. Ceci dans le contexte du sommet de ministres de défense des Amériques à Quito, auquel Donald Rumsfeld a assisté pour promouvoir sa « guerre au terrorisme » en Amérique latine sous le contrôle du Pentagone, comme un instrument d'intervention ouverte des États-Unis à l'intérieur des Forces Armées nationales. Il est plausible que la date choisie été par conséquent de un à trois jours avant ces événements Les auteurs opèrent avec les méthodes de la guerre secrète. Avec une perspective politique qui lie l'évolution du Venezuela, à la région, au continent et au monde. L'opération a été suffisamment précise pour qu'elle permette de supposer une participation de la « chienlit » qui sévit à Miami laquelle participe à des opérations terroristes avec les fascistes vénézuéliens. Indépendamment du fait qu'ils aient pris part ou non au crime, le meurtre de Danilo Anderson, réunit les caractéristiques d'une conspiration secrète conçue et orchestrée directement par la CIA.



Marcelo Larrea

*Marcelo Larrea est directeur de la revue équatorienne El Sucre et collaborateur de la **Red Voltaire**.*

[1] « **El terrorisme se hace presente en Venezuela** » par Miguel Guaglianone, *Red Voltaire*, 20 novembre 2004.

[2] « **Opération manquée au Venezuela** » par Thierry Meyssan, *Voltaire*, 18 mai 2002. Version espagnole : « **Implicación de las redes secretas de la CIA para derribar a Chávez** ».

[3] « **De la guerre médiatique à la lutte armée** » par Aram Aharonian, *Voltaire*, 27 mai 2004. Version originelle espagnole : « **De la guerra mediática a la lucha armada** ».

Quelle date pour les élections en Irak ?

Analyse

C'est avec lyrisme que Yuliya Tymoshenko chante dans *Le Figaro* la détermination du peuple ukrainien pour s'affranchir de la tutelle de Moscou alors que les chars de l'armée rouge encerclent Kiev. On en pleurerait. Cependant, l'entrée des forces spéciales russes est démentie par les autorités ukrainiennes et russes et n'est pas confirmée par les envoyés spéciaux de la presse occidentale. Quant à la crédibilité de Mme Tymoshenko, il convient de se souvenir qu'elle est devenue la personne la plus riche du pays en s'appropriant les réserves gazières nationales dans l'ombre d'Eltsine et de ses conseillers états-uniens et israéliens. La foule qui l'acclame aujourd'hui, lorsqu'elle paraît au bras de Yushchenko sur la scène de la place de l'Indépendance, la conspuait il y a quelques jours encore, tant elle incarnait les oligarques hais.

Pour vendre la « révolution » la plus riche du monde à l'opinion publique internationale, les Atlantistes ont convoqués les heureux bénéficiaires de la révolution des roses. Salomé Zourabichvili, ministre des Affaires étrangères de Géorgie, assure dans *Le Monde* que l'Histoire est en marche à Kiev comme à Tbilissi et qu'il ne faut plus analyser ces événements en termes d'affrontement Est/Ouest. Elle incarne malheureusement l'inverse : ancienne représentante française à l'OTAN, elle est devenue la représentante de l'OTAN en Géorgie. Et s'il ne reste plus qu'une fonction à l'Alliance atlantique, c'est bien de tenir la Russie hors de l'Union européenne.

Mikhail Saakashvili, le fringant nouveau président de Géorgie, souhaite le bonheur dont jouit désormais son pays à ses camarades ukrainiens. Dans *l'International Herald Tribune*, il célèbre la prospérité retrouvée grâce aux leçons libérales de Milton Friedman et l'intégration accélérée de son pays dans l'OTAN. C'est beau comme une *happy end* hollywoodienne. Cependant, la

population géorgienne qui l'acclamait l'an dernier, croyant résoudre ses problèmes en chassant le vieux renard Chevardnadze, s'est déjà réveillée avec la gueule de bois. Quand aux 96,24 % de majorité obtenus au référendum, il n'ont pas donné l'impression que la Géorgie entrait dans l'ère de la liberté, mais plutôt qu'elle retournait aux pratiques soviétiques, la politique sociale en moins.

L'ambassadeur Anders Aslund exulte dans le *Moscow Times* : l'Ukraine, qui dispose d'une indépendance formelle depuis 1991, s'est enfin vraiment affranchie de la Russie. La victoire est assurée comme le montre le spectaculaire retournement de veste de l'ancien ministre de la Défense, le très opportuniste Martchouk. Quand aux résultats dans les régions orientales, ils sont imputables aux trucages du pouvoir contre lequel la population locale ne tardera pas à se soulever aussi. Ainsi, pour M. Aslund, les 96 % obtenus par Yanukovych dans sa ville natale sont la preuve du trucage, tandis que les 90 % obtenus par Yushchenko dans trois provinces occidentales attestent du raz-de-marée révolutionnaire. La vérité est évidemment bien différente : les agitateurs de la NED/CIA ont habilement manipulé les rancœurs de la population ukrainophone, mais se heurtent à la résistance de la population russophone. Ils ont radicalisé les clivages pour pouvoir mobiliser des foules et jouer la rue contre le peuple.

Daniel Pipes constate dans le *New York Sun* que, malgré les déclarations officielles, il sera impossible d'organiser des élections générales en Irak fin janvier. Cela est sans importance, dans la mesure où les Irakiens n'ont pas besoin de démocratie, mais de stabilité.

Walid Phares du cabinet de relations publiques Benador se félicite dans le *Washington Times* du bon travail fait à Falloudja. Pour lui, la question des élections est bien secondaire par rapport à l'éradication des « terroristes ». Les propagandistes pro-israéliens s'accordent donc sur la conclusion et se partagent les arguments.

De son côté, Raad Alkadiri, ancien conseiller des représentants britanniques en Irak, met en garde dans le *Daily Star* contre des élections précipitées. Le but de la consultation est de garantir une légitimité au prochain gouvernement. Pour la Coalition, qui pense l'Irak comme les États-Unis, peu importe que les sunnites votent pourvus qu'ils soient représentés au gouvernement. Mais pour les Irakiens, qui espèrent une vraie démocratie et non une oligarchie élective, cette proposition est inacceptable. Il vaut donc mieux reporter à plus tard un scrutin qui ne servira à rien.

Tentant de préserver les apparences, Robert Malley et Joost Hiltermann de l'International Crisis Group proposent dans le *New York Times* de couper la poire en deux : la Coalition pourrait repousser les élections générales, mais organiser des élections régionales, là où c'est possible. Mais une telle solution reviendrait à accélérer la partition du pays.

En réalité, le problème n'a rien à voir avec la situation actuelle de guérilla, qui en est une conséquence et non la cause. Il était connu et posé bien avant l'invasion de l'Irak : en cas d'élections générales, la majorité reviendra à des partis chiites dont les Anglo-saxons ne veulent pas. Vu de Washington, c'est en effet un problème fondamental de la démocratie : le peuple n'en fait qu'à sa tête.

Réseau Voltaire

Yuliya Tymoshenko

Multimilliardaire ukrainienne, Yuliya Tymoshenko est ancienne vice-Premier ministre d'Ukraine. Elle dirige le parti de la mère patrie, proche de Viktor Yushchenko.

« La bataille pour l'Ukraine »

Source : Le Figaro

Référence : « La bataille pour l'Ukraine », par Yuliya Tymoshenko, *Le Figaro*, 30 novembre 2004.

Nous qui luttons pour maintenir notre démocratie en Ukraine, nous devons rester fermes et déterminés, maintenant plus que jamais alors que des troupes russes portant les uniformes ukrainiens ont pénétré dans notre pays et que les soldats ukrainiens refusent d'écraser les manifestants qui défendent notre démocratie. Nous avons besoin de la solidarité de nos voisins et de celle des peuples amis de la liberté du monde entier. La lutte pour faire reconnaître la victoire de **Viktor Yushchenko** n'est pas de notre fait, mais dans cette bataille qui nous est imposée, nous ne manquerons pas de courage ni de détermination. Les jours et les nuits qui nous attendent seront difficiles, et la présence secrète des troupes russes les rendra d'autant plus dangereux. Les forces de Victor Yanukovych ont utilisé également leurs positions pour menacer les manifestants, mais aujourd'hui, de plus en plus de membres d'une machine gouvernementale qui pensaient pouvoir imposer une élection frauduleuse au peuple ukrainien évitent désormais d'imposer leur choix par la force. Nous savons que la situation est risquée et épineuse. Nous reconnaissons qu'un gouvernement instable peut revenir à une intransigeance inflexible et tenter de miner notre soutien en infiltrant dans nos manifestations des loyalistes. Il cherchera à déjouer nos manœuvres en lançant un appel aux travailleurs ukrainiens ordinaires, soucieux de nourrir et de vêtir leurs enfants, en leur disant qu'une économie chancelante a besoin de stabilité pour être sauvée. Il tentera enfin de diviser le pays entre les prises de position russe et ukrainienne. Nous pensons qu'ils échoueront car il est trop tard pour que les stratégies de division et d'anarchie fonctionnent.

Nous nous tenons fermement dans le froid et la neige pour veiller à ce que nos choix démocratiques soient respectés. Agir autrement équivaldrait à renoncer non seulement à notre liberté, mais aussi à notre espoir d'une vie meilleure. Nous défions ceux qui cherchent à corrompre notre démocratie, mais nous nous tenons debout en tendant la main à tous nos voisins, Russie comprise. Elle n'a aucune raison d'intervenir. Une démocratie ukrainienne pleine de vie aura besoin de l'attitude de camaraderie de la Russie et de l'Europe pour bâtir le type de société que notre peuple souhaite.

Salomé Zourabichvili

Ancienne représentante de la France au Conseil de l'OTAN puis ambassadrice de France en Géorgie, Salomé Zourabichvili est ministre des Affaires étrangères de Géorgie.

« L'Ukraine, enjeu crucial pour nous tous »

Source : Le Monde

Référence : « L'Ukraine, enjeu crucial pour nous tous », par Salomé Zourabichvili, *Le Monde*, 1er décembre 2004.

L'enjeu de l'élection présidentielle est crucial pour l'Ukraine d'abord, car ce sont ni plus ni moins la démocratie et l'Europe qui sont dans la balance. Il s'agit de savoir si l'Ukraine va reproduire à sa façon la « révolution des roses » de novembre 2003 en Géorgie et construire un État de droit démocratique, européen dans ses valeurs et dans ses choix. Devant les événements qui se déroulent, je vois une répétition du processus qui me permet d'occuper aujourd'hui le poste de ministre des Affaires étrangères d'un pays qui revendique haut et clair son appartenance européenne et atlantique. Le destin de l'Ukraine est inscrit dans sa géographie, il suffit de savoir quand il se réalisera.

L'évolution de l'Ukraine est également cruciale pour la Géorgie car un coup d'arrêt ou un ralentissement à la dynamique démocratique engagée à Tbilissi pourrait avoir des effets négatifs sur notre propre évolution interne. L'évolution de l'Ukraine est également cruciale pour la Russie. Il s'agit de savoir si elle va, devant le poids de la réalité, accepter l'inéluctable : que l'empire n'est plus. L'Ukraine émancipée, il n'y aura plus d'autre choix pour Moscou que de s'accepter telle qu'elle devrait être : une puissance au passé impérial révolu pouvant devenir un partenaire pour l'Europe. De ce fait, l'enjeu est également crucial pour l'Europe et son image internationale qui sera « réaliste » si elle choisit de ne pas trop risquer vis-à-vis d'une Russie blessée, ou « moraliste » si elle se résout à jeter son poids politique et économique pour la démocratie à Kiev. Enfin, l'enjeu est euro-américain. Si l'Europe laisse une nouvelle fois à Washington le monopole de la défense de la démocratie en marche, le fossé entre l'enthousiasme atlantiste des nouveaux entrants et le scepticisme des membres fondateurs de l'Union européenne risque inutilement de s'accroître. Il faut aider l'Ukraine. À court terme cela passe par une négociation, mais à long terme cela veut surtout dire aider la Russie à se concevoir différemment et à penser son avenir de façon différente. Il s'agit de persuader Moscou que l'influence durable ne s'acquiert que par des instruments positifs (l'économie, la culture, un rôle constructif dans la résolution des conflits) et démontrer que le temps des jeux à somme nulle et de la confrontation binaire États-Unis/Russie pour le contrôle des territoires est bel et bien dépassé. Il s'agit de la politique de la Géorgie et cela doit devenir celle de l'Ukraine. Cela ne sera possible que si on laisse l'Ukraine appliquer ses choix et si l'Europe montre qu'elle est prête à faire sa place naturelle à l'Ukraine.

Mikhail Saakashvili

Ancien ministre de la Justice d'Édouard Chevardnadze puis meneur de la « Révolution de la Rose » orchestrée par la National Endowment for Democracy en Géorgie, Mikhail Saakashvili est président de la Géorgie.

« Les progrès de la Géorgie : tenir les promesses de la Révolution de la Rose »

Source : International Herald Tribune

Référence : « Georgia's progress : Fulfilling the promise of the Rose Revolution », par Mikhail Saakashvili, *International Herald Tribune*, 30 novembre 2004.

Il y a un an, des centaines de milliers de citoyens géorgiens, armés seulement de roses rouges sont descendus dans la rue pour mettre fin à un gouvernement qui les trompait depuis trop longtemps. Pour le premier anniversaire de la révolution de la Rose, les Géorgiens sont tournés vers un avenir prospère et regardent les événements similaires à leur révolution se dérouler en Ukraine. Une Géorgie libre prouve que la démocratie peut naître dans cette région stratégique, autrefois partie de l'empire soviétique. Il y a un an, j'ai demandé à mes compatriotes de chercher la liberté sans la violence et nous y sommes parvenus. Nous devons aujourd'hui profiter de notre potentiel, continuer à combattre la corruption et sécuriser nos frontières. Nous créerons ainsi les conditions d'une prospérité économiques et nous poursuivrons notre but : intégrer les institutions euro-atlantique. Nous avons commencé à éliminer la corruption, notamment dans la police et les résultats ne se sont pas fait attendre. Nous travaillons également à la réunification du pays et nous menons une politique de privatisation qui aurait rendu fier Milton Friedman et nous réformons notre système fiscal.

L'un des accomplissements dont nous sommes les plus fiers est notre relation étroite avec les États-Unis. Nous avons envoyé des troupes en Afghanistan, au Kosovo et en Irak et l'OTAN a ré-approuvé le plan de réorganisation de nos armées. Nous prenons également des mesures pour faire de l'entrée dans l'Union européenne une réalité. Je suis fier de mon pays et j'espère qu'il servira de modèle aux autres pays post-soviétiques.

Anders Aslund

Anders Aslund est un ancien diplomate suédois devenu conseiller économique des régimes de transition en Russie, en Ukraine et au Kirghizstan. Après avoir dirigé le Stockholm Institute of East European Economics et travaillé à la Brookings Institution, il dirige le programme de recherches économiques de la Carnegie Endowment for

« Maintenant, l'Ukraine a gagné son indépendance »

Source : Moscow Times

Référence : « Now Ukraine Has Earned Its Independence », par Anders Aslund, *Moscow Times*, 1er décembre 2004.

Il semble que la Cour suprême ukrainienne va bientôt déclarer l'élection présidentielle invalide. Le Parlement va désigner une nouvelle Commission électorale et fixer une nouvelle date d'élection, probablement le 19 décembre. Si on regarde en arrière, il est surprenant de voir à quel point toute cette stratégie était prévisible. Quand je me suis rendu en Ukraine en juillet, nombreux étaient

International Peace à Moscou. Membre du Groupe de Bilderberg, il préside le Comité consultatif du Center for Social and Economic Research (Varsovie). Son dernier ouvrage s'intitule : *Building Capitalism : The Transformation of the Former Soviet Bloc*. Il est signataire de l'appel des 115 atlantistes contre Poutine.

ceux qui affirmaient que **Viktor Yushchenko** serait le vrai vainqueur de l'élection, que Yanukovych truquerait les résultats et que les manifestants allaient descendre dans la rue comme en Géorgie. C'est exactement ce qui s'est passé.

Yanukovych a ajouté 1,7 millions de voix à son total (5,5 % des votes) et si on ne les compte pas, Yushchenko est le vrai vainqueur de l'élection avec une marge de trois points. Les deux tours de l'élection ont été également marqués par la désinformation et la répression émanant du pouvoir en place. Dans une élection juste, Yushchenko aurait gagné à une large majorité. Aujourd'hui, il semble avoir gagné son pari et les Ukrainiens ont balayé les mauvais stéréotypes le concernant.

Les Ukrainiens ont acquis leur indépendance en 1991, mais aujourd'hui, ils l'ont gagnée par une révolution pacifique. La grande question dans cette élection n'est pas la langue ou l'ethnie, c'est la démocratie. Maintenant qu'une majorité claire s'est dégagée, il faut gagner les centres du pouvoir. Le Parlement a déclaré que l'élection n'était pas valide et a révoqué la Commission électorale. Les autres acteurs majeurs de ce drame sont la police, la justice et les médias. Il semble que de larges pans de la police soutiennent Yushchenko et le ralliement au candidat de l'opposition de l'opportuniste ancien ministre de la Défense **Evgueni Martchouk** est un signe réconfortant. La Cour suprême a décidé de faire son travail et cela devrait bénéficier à l'opposition. Les journalistes, fatigués de la propagande officielle rejoignent Yushchenko. Le problème vient des régions de l'Est de l'Ukraine, toujours dictatoriales, mais la population va, là aussi, se soulever contre ses oppresseurs.

J'ai été agréablement surpris par les réactions occidentales mais comme l'a expliqué **Stephen Sestanovich**, dans la campagne ukrainienne, **Vladimir Poutine** a réussi à rassembler les États-Unis et l'Union européenne contre lui. Il faut maintenant organiser un nouveau second tour aussi vite que possible et que le nouveau gouvernement puisse engager un programme de réformes.

Daniel Pipes



Administrateur de l'US Institute of Peace, Daniel Pipes est le fondateur du Middle East Forum et l'auteur de *Militant Islam Reaches America*. Il est collaborateur de Benador Associates. Pour une biographie détaillée, voir l'enquête que le Réseau Voltaire lui a consacrée.

« Les États-Unis doivent apprendre la patience »

Source : Jerusalem Post

Référence : « U.S. Needs To Learn Patience », par Daniel Pipes, *New York Sun*, 30 novembre 2004.

« Postpone Iraq's election », *Jerusalem Post*, 1er décembre 2004.

Une version française de ce texte est disponible sur le site de l'auteur

Dans une pétition envoyée à la Commission électorale irakienne, un groupe de partis politique sunnites et kurdes a appelé à un report des élections de six mois, le temps de régler les problèmes de sécurités et les questions administratives. Le gouvernement intérimaire, avec le soutien des Américaines, a rejeté cette requête. Il y a pourtant de bonnes raisons de repousser l'élection jusqu'à ce que les Irakiens soient prêts, ce qui peut prendre des mois, ou des années.

Les appels de **George W. Bush** pour un Irak démocratique sont nobles, mais l'Irak ne sera pas prêts dans deux mois. Il y a tout d'abord un problème de sécurité qui n'est pas réglé. **Iyad Allaoui** est la bonne personne pour régler ce problème et il correspond aux aspirations des Irakiens : avoir une démocratie à long terme, mais à court terme être dirigé par un homme fort capable de stabiliser le pays. Malheureusement, sa légitimité est sapée par les forces de la Coalition qui n'expriment pas assez clairement le fait qu'elles sont là pour soutenir le gouvernement irakien et pas pour mener leur propre guerre. L'autre problème est la démocratisation. Le vote est le point culminant d'un long processus de démocratisation qui passe par l'édification d'une société civile et bien des étapes qui prendront du temps, comme le montre les exemples du Mexique, de l'Afrique du Sud, de la Russie, de la Chine ou de la Corée du Sud. Les Américains doivent être patient en Irak.

Walid Phares



Américain d'origine libanaise, Walid Phares est professeur d'études moyen-orientales et analyste sur les questions de terrorisme pour MSNBC. Il est expert du cabinet Benador Associates et bénéficie d'une bourse de la Foundation for the Defense of Democracies, un think-tank créé par l'ex-patron de la CIA James Woolsey. Il préside la World Lebanese Organization qui milite pour la création d'un Liban exclusivement chrétien à côté d'un Israël exclusivement juif.

« Les prochaines étapes en Irak »

Source : Washington Times

Référence : « Next steps in Iraq », par Walid Phares, *Washington Times*, 30 novembre 2004.

Maintenant que les États-Unis et les forces irakiennes ont pris le contrôle de Falloudja, quel doit être la prochaine étape ?

Les États-Unis, en collaboration avec le gouvernement d'**Iyad Allaoui**, ont obtenu une victoire clé à Falloudja. Malgré la poursuite des attentats, la Coalition a démantelé une structure clé du jihadisme en privant ses ennemis d'un sanctuaire. Aujourd'hui, les terroristes sont affaiblis et il faut prendre rapidement des mesures :

- ▶ Déployer les forces irakiennes et la garde nationale états-unienne à Falloudja et se montrer. C'est un sunnite qui devra prendre la tête de l'opération.
- ▶ Établir une autorité locale composé d'Arabes sunnites.
- ▶ Créer une radio locale que les habitants pourront identifier au nouvel ordre politique.
- ▶ S'engager dans la reconstruction et communiquer sur ce thème.
- ▶ Organiser des reportages d'Al Hurra sur la vie à Falloudja.
- ▶ Combattre les cellules jihadistes dans d'autres villes.
- ▶ Amorcer les préparatifs de l'élection.

De leur côté les jihadistes de Zarkawi vont tenter de bloquer le processus en étendant la bataille à tout le triangle sunnite. De ce fait, il va devoir s'exposer et révéler ses structures ce qui va être compliqué maintenant qu'il n'a plus sa base arrière.

Raad Alkadiri

Raad Alkadiri est directeur du Markets and Countries Group de PFC Energy, une entreprise de consulting dans le secteur énergétique basé à Washington. Il a été conseiller pendant dix mois des représentants spéciaux britanniques en Irak Jeremy Greenstock et David Richmond.

« Si la division doit être le résultat, mieux vaut reporter les élections »

Source : Daily Star

Référence : « Delay elections if division is the upshot », par Raad Alkadiri, *Daily Star*, 29 novembre 2004.

La volonté états-unienne d'organiser des élections en Irak à la fin janvier 2005 est motivée entre autres par la croyance que ces élections seront un palliatif à l'instabilité chronique du pays. On a, derrière cette politique, la conviction que les chiïtes et les Kurdes participeront massivement à cette élection et que, dès lors, le gouvernement qui en émergera aura le soutien de 75 % de la population. Cependant, la logique des États-Unis est erronée et mener des élections en se fondant sur cette optique peut conduire à plus d'instabilité.

Le problème évident est que les États-Unis continuent à voir l'Irak via le prisme ethnique et sectaire, une vision soutenue par les exilés irakiens. Les responsables états-uniens remettent rarement en cause les idées de ces exilés et leurs objectifs. En fait, 40 % de la population irakienne pense que l'absence de « vrais » partis politiques va nuire à l'élection. En effet, un grand nombre, si ce n'est une majorité d'Irakiens, restent laïcs et nationalistes et ils s'opposent aux objectifs sectaires ou ethnique. Il est donc possible qu'il y ait une large abstention.

Le boycott de la conférence nationale d'août par les groupes nationalistes et islamistes sunnites offre un sombre précédent et même un boycott limité à ces seuls groupes serait dangereux. Si l'objectif est la stabilité à long terme, il faut que tous participent car le gouvernement de transition aura pour tâche principale la rédaction d'une constitution que les groupes s'étant abstenus ne reconnaîtront jamais. **Iyad Allaoui** l'a compris et il cherche à les rallier. Le succès en Irak dépend de la réussite dans cet exercice.

Robert Malley, Joost Hiltermann

Robert Malley est directeur du Middle East Program de l'International Crisis Group. Il a été l'assistant spécial du président Bill Clinton sur la question israélo-arabe (1998-2001).

Ancien responsable de la division armement d'Human Right Watch,

« Voir petit en Irak »

Source : New York Times

Référence : « Think Small in Iraq », par Robert Malley et Joost Hiltermann, *New York Times*, 30 novembre 2004.

Aujourd'hui, il semble probable que l'élection en Irak sera reportée ou discréditée ou les deux ! On peut toutefois éviter cela en organisant un compromis : repousser les élections générales, mais organiser dès que possible celles pour les gouvernements de province.

Joost Hiltermann dirige le
Middle East project de
l'International Crisis Group

La guerre fait rage dans les régions sunnites et il est peu crédible d'organiser des élections. Certains ont suggéré l'organisation d'élections partout ailleurs, mais comme le vote est proportionnel, cela ne fonctionnera pas. En outre, comme l'assemblée élue ne fera pas que nommer un gouvernement, mais rédiger une constitution, il serait grave d'en exclure les sunnites. Repousser les élections n'est pas non plus souhaitable car cela renforcerait les insurgés et rendrait furieux les chiïtes.

L'administration Bush répond à ce dilemme par la force militaire et des subterfuges (en affirmant par exemple que comme il y a aura des candidats sunnites, il n'est pas très grave que les électeurs sunnites ne puissent pas voter), mais cela ne fonctionnera pas. Il faut une nouvelle approche en cessant de centrer la politique états-unienne en Irak sur Bagdad. Il faut que les Irakiens se sentent bien représentés dans les provinces grâce à l'organisation des élections locales et en faisant négocier un report des élections par l'ONU. Il faudra surtout convaincre les chiïtes. Un pouvoir irakien reconnu est vital, mais aujourd'hui impossible à mettre en place.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .